

## QUELLE EUROPE POUR LE MONDE A VENIR ?

Tous les peuples sont aujourd'hui soumis à la double exigence du néo-libéralisme et de l'hégémonisme américain. Au Nord comme au Sud, à l'Ouest comme à l'Est le néo-libéralisme n'est rien d'autre que l'expression d'un conservatisme réactionnaire et agressif qui entend réduire à néant toutes les conquêtes par lesquelles les classes laborieuses ont contraint, au terme d'un siècle et demi de luttes, le capital à s'ajuster aux exigences de leurs intérêts propres. Le libéralisme entend inverser la relation et obliger les peuples à s'ajuster aux exigences unilatérales du capital. La mise en œuvre de ce principe irrationnel et inhumain qui condamne les majorités écrasantes des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine à une misère grandissante implique la reconquête coloniale de leurs pays. L'hégémonisme des Etats Unis, qui entend le faire par le contrôle militaire de la planète, au mépris total du droit conquis par ces peuples à choisir leur propre voie, constitue le seul moyen par lequel le libéralisme peut leur être imposé.

L'Europe des classes dirigeantes s'inscrit largement dans cette perspective. Certes les gouvernements de la France et de l'Allemagne ont pris la décision courageuse et salutaire de défendre le droit contre les ambitions criminelles de Washington. Mais si elle ne rompt pas avec les dogmes libéraux, l'Europe demeurera divisée et fragile face aux Etats Unis, enlisée dans les sables mouvants d'un projet illusoire de « partage » des responsabilités d'un impérialisme collectif.

L'Europe que je souhaite est, en contrepoint, une Europe sociale, non atlantiste, concevant l'insertion des nations qui la constituent dans une autre mondialisation, plurielle et négociée.

Une Europe sociale d'abord, c'est à dire fondée sur les formes de régulation de sa vie économique (des « marchés ») respectueuses des intérêts de ses travailleurs. La gestion communautaire de l'Euro et de l'économie européenne, le projet de Constitution européenne opèrent dans le sens inverse. Il faut concevoir au contraire que les pouvoirs supranationaux éventuels de l'Union Européenne viennent soutenir et consolider – et non combattre et annuler – les avancées – forcément inégales – que les classes laborieuses pourraient conquérir contre le diktat du grand capital. Une Europe donc qui aide ses peuples à s'aligner vers le haut, et non vers le bas.

Cette Europe restera impossible à construire tant qu'elle entendra demeurer dans le cadre de l'atlantisme. Car celui-ci fait de l'Europe le volet européen du projet américain de gestion de la planète.

L'Europe que je souhaite, libérée du libéralisme et de l'alignement sur Washington, pourra alors s'engager dans la construction des rapports de coopération authentique avec tous les autres peuples du monde, Russes, Chinois et asiatiques, arabes et africains, latino américains. Les formes d'insertion dans une mondialisation véritablement plurielle (allant bien au-delà de la conception d'une nouvelle puissance européenne « autonome » mais néanmoins impérialiste) que ce projet implique pourraient alors soutenir des avancées sociales, seul fondement de progrès crédibles de la démocratie, faciliter la reconstruction de systèmes internationaux respectueux du droit des peuples, et par là même créer de meilleures chances pour la paix.

Cette voie donnera alors ses chances au progrès de tous les peuples au delà du capitalisme, s'inscrivant dans la perspective de la longue transition au socialisme universel. C'est pourquoi Washington reste l'ennemi juré de cette voie, pourtant la seule civilisée.